

---

Brochure n° 3379 | Convention collective nationale

IDCC : **3016** | **ATELIERS ET CHANTIERS D'INSERTION**

---

**Avenant n° 28 du 22 janvier 2020**  
relatif à la révision de la convention collective (titre I<sup>er</sup>)

NOR : ASET2050301M

IDCC : 3016

---

Entre l'(les) organisation(s) professionnelle(s) d'employeur(s) :

**SYNESI,**

d'une part,

et le(s) syndicat(s) de salariés :

**CGT ;**

**CFDT ;**

**Solidaires,**

d'autre part,

il a été convenu ce qui suit :

### **Préambule**

La convention de branche a été conclue le 31 mars 2011. Depuis cette date, les partenaires sociaux ont constaté une évolution importante des règles de droit social, et notamment des règles régissant les domaines de négociation ouverts à la branche.

Ces évolutions ont été notamment prises en compte par la conclusion d'accords collectifs au sein de la branche.

En parallèle, l'application quotidienne de la convention par les ateliers et chantiers d'insertion de la branche a permis d'identifier des points pour lesquels des précisions devaient être apportées ou pour lesquelles des évolutions seraient opportunes.

C'est pourquoi, les partenaires sociaux souhaitent faire évoluer la convention collective dans son ensemble en poursuivant les objectifs suivants :

- simplification de la convention : notamment, en intégrant les accords collectifs conclus postérieurement à la conclusion de la convention de branche afin de faciliter son application et sa lecture ;
- clarification des dispositions : en précisant, notamment, les conditions d'application de certaines dispositions pour lesquelles une interprétation a parfois été nécessaire ou pour lesquelles des évolutions légales ou jurisprudentielles ont récemment apporté des éclairages ;

- adaptation des dispositions légales et réglementaires au secteur des ateliers et chantiers d’insertion : les partenaires sociaux souhaitent poursuivre leurs efforts pour adapter les dispositions légales à la spécificité du secteur.

Ceci étant précisé, les partenaires sociaux ont souhaité initier l’évolution de la convention de branche par la révision du titre 1<sup>er</sup> relatif aux règles générales de la convention collective.

Les articles pour lesquels aucune modification n’est apportée resteront applicables dans leur version en vigueur lors de leur conclusion (cf. art. 6 du présent accord).

S’agissant des autres articles, la nouvelle rédaction telle que décidée par les partenaires sociaux se substituera de plein droit aux articles visés (cf. art. 1<sup>er</sup> à 5 du présent accord).

## **Article 1<sup>er</sup> | Intitulé du titre 1<sup>er</sup> de la convention de branche**

L’intitulé du titre 1<sup>er</sup> est remplacé par « Titre 1<sup>er</sup> – Conditions d’application ».

## **Article 2 | Révision de l’article 1<sup>er</sup> du titre 1<sup>er</sup> de la convention de branche**

L’article 1<sup>er</sup> est désormais rédigé comme suit :

### **« Article 1<sup>er</sup> | Champ d’application**

L’ensemble des accords collectifs conclus par le SYNESI et les organisations syndicales de salariés s’appliquent, sauf disposition contraire, dans le cadre d’un champ d’application délimité comme suit :

Il régit les rapports et s’applique à l’ensemble des employeurs et salariés de droit privé, cadres et non cadres, titulaires d’un contrat de travail et quelles que soient la nature et la durée de ce contrat, des ateliers et chantiers d’insertion conventionnés par l’État au titre de l’article L. 5132-15 du code du travail.

Sont exclues du champ d’application les entités soumises à agrément au sens de l’article L. 314-6 du code de l’action sociale et des familles.

Le champ conventionnel couvre l’ensemble du territoire national. »

## **Article 3 | Révision de l’article 3 du titre 1<sup>er</sup> de la convention de branche**

L’article 3 est désormais rédigé comme suit :

### **« Article 3 | Révision**

La demande de révision de la convention collective est formulée par une ou plusieurs organisations représentatives dans le champ d’application de la convention collective.

Elle doit être notifiée aux autres organisations syndicales représentatives par lettre recommandée avec avis de réception et accompagnée d’un projet de modification.

La négociation débute dans les 6 mois suivant la réception de la demande de révision ; sa conclusion se fera dans les 6 mois après l’ouverture de la négociation.

Les dispositions de la présente convention collective resteront applicables jusqu’à la signature du nouvel accord. »

## **Article 4 | Révision de l’article 4 du titre 1<sup>er</sup> de la convention de branche**

L’article 4 est désormais rédigé comme suit :

### **« Article 4 | Dénonciation**

Toute dénonciation de la présente convention par une ou plusieurs organisations représentatives dans le champ d’application de la convention collective doit être portée, à

la connaissance, des autres organisations syndicales représentatives conformément à l'article L. 2261-10 du code du travail par lettre recommandée avec avis de réception.

Elle doit être motivée.

Cette dénonciation doit donner lieu aux dépôts prévus par le code du travail.

En cas de dénonciation, et sauf dispositions spécifiques, une durée de préavis de 6 mois débute à compter de l'envoi de la lettre notifiant la dénonciation.

La dénonciation doit être suivie, dans les 3 mois qui suivent le début du préavis, de l'ouverture de négociations en vue de la conclusion d'une nouvelle convention collective.

La convention collective continue de produire effet jusqu'à la conclusion d'un texte de substitution ou, à défaut, pendant une période de 12 mois à compter de l'expiration du préavis.

Si la convention dénoncée n'est pas remplacée durant le délai de 18 mois ci-dessus mentionné, les salariés concernés bénéficieront d'une garantie de rémunération dont le montant annuel, pour une durée du travail équivalente à celle prévue dans le contrat de travail, ne peut être inférieur à la rémunération versée, en application de la convention dénoncée et du contrat de travail, lors des 12 derniers mois.

La dénonciation de la convention collective nationale des ateliers et chantiers d'insertion doit faire l'objet de l'application des dispositions légales. »

## **Article 5 | Dispositions du titre I<sup>er</sup> de la convention de branche non concernées par la révision**

Les articles 2, 5, 6 et 7 du titre I<sup>er</sup> de la convention collective nationale des ateliers et chantiers d'insertion demeurent inchangés.

## **Article 6 | Dispositions spéciales applicables aux entreprises de moins de 50 salariés**

Le présent avenant fixe les conditions générales d'application de la convention de branche.

Au regard de la finalité du présent avenant, les partenaires sociaux conviennent de ne pas prévoir de dispositions particulières pour les entreprises de moins de 50 salariés.

Ces dispositions s'appliquent quelle que soit la taille de l'entité.

## **Article 7 | Dispositions finales**

### **7.1. Durée de l'avenant de révision et entrée en vigueur**

Cet avenant est conclu pour une durée indéterminée.

### **7.2. Clause de rendez-vous**

Les partenaires sociaux conviennent de se réunir dans 4 ans afin d'engager, si besoin, des négociations pour l'évolution du présent avenant et du titre I<sup>er</sup> de la convention collective de la branche.

### **7.3. Suivi, révision et dénonciation de l'avenant de révision**

Une réunion pourra être organisée, à la demande de l'une des parties signataires, pour dresser un bilan de l'application de cet avenant.

Le présent avenant pourra faire l'objet d'une révision dans les conditions prévues à l'article L. 2261-7 du code du travail. La demande de révision est formulée par pli recommandé avec

avis de réception et accompagnée d'un projet de modification. La négociation débute dans les 6 mois suivant la réception de la demande de révision.

En cas de dénonciation, la partie notifie son souhait de dénoncer l'avenant aux autres parties par lettre recommandée avec avis de réception. La dénonciation est motivée. Elle comporte une durée de préavis fixée à 6 mois. Une négociation s'ouvre dans les 3 mois à compter de la réception de la notification de la dénonciation.

#### **7.4. Dépôt et extension**

Les partenaires sociaux conviennent de demander au ministère du travail l'extension du présent avenant.

Conformément aux dispositions légales et réglementaires, le présent avenant est déposé en deux exemplaires auprès des services du ministre chargé du travail et remis au secrétariat du greffe du conseil de prud'hommes de Paris.

*Fait à Paris, le 22 janvier 2020.*

(Suivent les signatures.)